

MANDAT de COMMERCIALISATION

Prévu par la Loi n° 70.9 du 2 janvier 1970,

Et par le Décret n° 72.678 du 20 juillet 1972.

Inscrit au Registre des Mandats sous le N°

" MANDAT SIMPLE "

Entre les soussignés :

La Société dénommée **FONCIERE CV RU 2015**, Société Civile de construction vente au capital de 2.000 euros, dont le siège est à PARIS (75013), 21, quai d'Austerlitz identifiée au SIREN sous le numéro 824 536 882 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

Représentée par sa gérante, l'Association Foncière Logement, elle-même représentée par Madame Marielle SCHMIDT, Directeur juridique et administratif, dûment habilitée aux fins des présentes,

Ci-après dénommée "**LE MANDANT**" ou « **FONCIERE LOGEMENT** » d'une part,

et

Et la Société **[commercialisateur]**, Société à **[forme de la société]**, au capital de **[XXXX]** euros, dont le siège social est à **[adresse siège social]**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de **[Ville]** sous le n° **[SIREN à préciser]** titulaire de la carte professionnelle "Transactions sur immeubles et fonds de commerce" n° **[n° carte professionnelle]** Valable jusqu'au : **[XX/XX/20XX]** délivrée par : CCI de **[Ville]** le : **[XX/XX/20XX]**.

Représentée par **[à compléter]**,

Ci-après dénommée "**LE MANDATAIRE**" d'autre part,

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIVIT :

FONCIERE CV RU 2015, en qualité de Maître d'Ouvrage, et la Société AMETIS, en qualité de Promoteur, ont conclu en date du 26 Juillet 2021 un Contrat de Promotion Immobilière (ci-après : le « CPI ») portant sur la construction d'un ensemble immobilier sis Rue Jean de la Pérouse à Mantes-la-jolie.

Par acte complémentaire au CPI en date du 18/12/2020, la non-réalisation des conditions résolutives du CPI a été constatée par les parties.

- 18 logements destinés à l'accession à la propriété,

La surface habitable est de 1572 m² environ,

Le Permis de Construire a été déposé par AMETIS obtenu le 07 octobre 2020 sous le numéro PC 078 361 20 Y0001.

FONCIERE CV RU 2015, soumise aux dispositions du Code de la commande publique, a lancé en décembre 2015 un appel d'offres pour la construction de l'Ensemble immobilier et la commercialisation de la part des logements de l'Ensemble immobilier destinée à être proposée à la vente en l'état futur d'achèvement auprès d'accédants à la propriété. Foncière Logement décide d'annexer sa Charte de déontologie qui fixe notamment les conditions de son intervention pour la production de logements en accession (**Annexe 01 : Charte de déontologie de Foncière Logement**).

Le Promoteur a été désigné titulaire du marché par décision du son comité des investissements de l'Association Foncière Logement en date du [préciser date].

Il a souhaité se substituer pour la mission de commercialisation, nécessitant la détention de la carte professionnelle « transaction sur immeuble et fonds de commerce », la Société [commercialisateur], telle que cette possibilité est prévue par les documents de la consultation.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE I : DESIGNATION

Les biens à vendre (ci-après : les « **Biens à vendre** ») se situent dans l'Ensemble immobilier sis à Mantes la jolie composée de 18 logements.

Le présent mandat porte sur la commercialisation en VEFA du bâtiment situé à Rue Jean de la Pérouse comportant **18 logements en accession** ainsi que de 18 places de stationnements situées de l'Ensemble Immobilier associées aux maisons à commercialiser.

Les logements à proposer à la vente ont une surface habitable de 1572 m². Le détail des surfaces et des annexes ainsi que l'affectation des emplacements de stationnement aux logements à vendre figurent dans le tableau inséré à l'article « **4. Modifications apportées à l'article 1.1.1 « logements collectifs** » de la réitération CPI, annexé au présentes (**Annexe 02 : Tableau des surfaces et Annexe 02 bis : Tableau de concordance des lots entre les n° commerciaux et les n° RCP**).

Les plans de vente des Biens à vendre sont annexés aux présentes (**Annexe 03 : Plans de vente des biens**).

ARTICLE II : MISSIONS DU MANDATAIRE

Le Mandant confie au Mandataire qui l'accepte, un **MANDAT SIMPLE** de commercialiser les biens et droits immobiliers et annexes désignés à l'Article I du présent Mandat. Le Mandataire s'engage à respecter les dispositions réglementaires applicables à la vente en l'état futur d'achèvement.

La mission comprend les prestations suivantes :

Constitution des dossiers nécessaires au lancement de la commercialisation : Le Mandant confie au Mandataire qui l'accepte, un MANDAT SIMPLE de commercialiser et vendre en VEFA les biens et droits immobiliers et annexes (adhésion Association Syndicale, droit sur les parties communes de copropriétés) désignés à l'Article l'Annexe II du présent Mandat :

1) Création des outils de communication :

Le Mandataire proposera à FONCIERE LOGEMENT, les différents supports de communication habituellement utilisés pour ce type de vente, à savoir : mise en scène des

perspectives, réalisation de plan de logement aménagés avec perspective d'ambiance d'intérieur d'un logement réalisation de la plaquette commerciale, de flyers de communication déclinés de la plaquette, panneau 4X3, lignage internet, campagne Facebook, Tweeter, fléchage, mise en place de panneaux et autres supports de communication pouvant être définis ultérieurement.

2) Lancement de commercialisation :

Le Mandataire organisera et participera selon la demande de la collectivité locale à des réunions publiques de présentation du projet de vente :

Le Mandataire proposera les supports de présentation (power-point) pour validation au Mandant :

- Il établira une fiche d'émargement et de prise de coordonnées suivant le modèle de fiche prospect fourni par le Mandant (**Annexe 04 : Fiche prospect**),
- Il diffusera des invitations aux participants.

3) Commercialisation :

Dans le cadre de la commercialisation des Biens à vendre, le Mandataire procédera à :

- L'organisation des visites de l'appartement témoin en coordination avec le Promoteur afin que celui-ci sécurise les accès lors des visites,
- La tenue d'une permanence sur site si nécessaire,
- La réception des prospects dans les bureaux du Mandataire, sur le site de l'opération ou à leur domicile.

Le Mandataire présentera les logements à la vente au public suivant, **par ordre de priorité** :

- 1) aux salariés du secteur privé domiciliés ou travaillant sur le territoire de Mantes la jolie et répondant aux critères qui permettent de bénéficier de la TVA à taux réduit (5,5%) conformément aux dispositions du 7° du I et 2° du III de l'article 278 sexies du Code général des impôts et aux instructions du BOI-TVA-IMM-20-20-20-20150902, durant le premier mois de commercialisation.
- 2) à tous les salariés du secteur privé répondant aux critères qui permettent de bénéficier de la TVA à taux réduit (5,5%) conformément aux dispositions du 7° du I et 2° du III de l'article 278 sexies du Code général des impôts et aux instructions du BOI-TVA-IMM-20-20-20-20150902, durant les 5 (cinq) mois suivants,
- 3) à l'issue de cette dernière période de **6 (six) mois**, le Mandataire pourra présenter les logements à toutes les personnes physiques intéressées pour un usage de résidence principale **à l'exclusion des investisseurs**.

4) Administration des ventes - Gestion des ventes et suivi du financement :

Le Mandataire procédera aux prestations suivantes :

Etude et validation des dossiers acquéreurs :

- La vérification des plafonds de revenus des candidats accédants et l'éligibilité au bénéfice du taux de TVA réduit,

- L'analyse financière des capacités des candidats accédants préalablement à la signature des avant-contrats,
- La vérification de l'exhaustivité du dossier de réservation.

Le Mandataire renseignera pour chaque candidat dont le dossier est complet, la fiche prospect qui devra être transmise à Foncière Logement.

Le Mandataire soumettra également à Foncière Logement tous les dossiers de candidature complets accompagnés à minima des pièces justificatives suivantes : l'avis d'imposition N-2 et N-1 du ou des acquéreurs, le dernier bulletin de salaire ou une attestation de l'employeur certifiant qu'il cotise au 1%, permettant au Mandant de vérifier l'éligibilité de ces candidats à l'accession.

Le Mandant valide les candidatures avant toute signature d'un contrat de réservation ou la conclusion d'une vente en l'état futur d'achèvement. A cet effet, le Mandataire donnera au Mandant toute information utile à l'étude ainsi qu'à la validation du dossier du candidat acquéreur.

Administration des ventes :

- la préparation des contrats de réservation sur la base de la matrice communiquée par le Mandant et annexée au Mandat (**Annexe 05 :Matrice de contrat de réservation**),
- soumission des projets de contrats de réservation avant toute signature à Foncière Logement pour validation,
- organisation de la signature desdits actes et pièces annexes avec le réservataire via la plateforme de signature dématérialisée UNLATCH choisie par Foncière Logement en accord avec son Notaire,
- envoi de chaque contrat signé par l'acquéreur et de ses annexes à Foncière Logement pour contre-signature via la plateforme dématérialisée,
- envoi du contrat de réservation signé par toutes les Parties au notaire du Mandant, l'étude CHEUVREUX Notaires, notaires à Paris (75008) sise 55, Boulevard Haussmann, en charge de la rédaction de l'acte authentique de VEFA et de la purge du droit de rétractation « délai SRU ». Le Contrat de réservation sera adressé à BARON Mallory (Notaire chez Cheuvreux) par mail à l'adresse suivante : m.baron@cheuvreux.fr.

Gestion des ventes et suivi du financement des acquéreurs :

- après purge du droit de rétractation « délai SRU » effectuée par le Notaire du Mandant, le Mandataire prend contact avec les acquéreurs pour le suivi de leur financement : suivi du dépôt des demandes d'offres auprès des banques ou courtiers, suivi de la date de réception des offres et transmissions de ces dernières au Notaire rédacteur de l'acte authentique,
- en cas de difficulté des acquéreurs dans leurs démarches financières : suivi et assistance administratifs, relation entre le Mandataire et le conseiller bancaire du client pour tenter de débloquer le dossier.
- le Mandataire sera en relation permanente avec l'étude Cheuvreux Notaires pour le suivi du financement des accédants.

5) Reportings :

De manière régulière, un reporting hebdomadaire sera adressé à FONCIERE LOGEMENT qui indiquera :

- de manière synoptique les logements réservés, puis vendus,
- la répartition du chiffre d'affaires : C.A. à commercialiser, C.A. sous contrat de réservation, C.A. signé en acte authentique,
- la répartition par typologies : nombre de logements à commercialiser, réservés, vendus,
- un récapitulatif des contacts et de leur provenance,
- le suivi de l'administration des ventes et de la gestion des ventes : date de signatures des avant contrats, purge du droit de rétractation « délai SRU », date d'envoi du dossier chez le Notaire, dates des actes authentiques.
- le suivi du financement des accédants : date de demande de prêt, banque choisie ou pressentie, blocage éventuel, date prévisionnelle d'acceptation de prêt, date prévisionnelle de déblocage des prêts,

ARTICLE II : PRIX DE VENTE

Le Mandataire présentera les propriétés désignées ci-dessus, à l'unité, pour un prix hors droits d'enregistrement, taxes ou honoraires de mutation conforme aux prescriptions de la loi, fixé en accord avec le Mandant.

Les prix de vente seront conformes à la grille annexée aux présentes (**Annexe 06 : Grille des prix validée**) et **validée** par le Mandant. Le Mandant se réserve la possibilité de modifier à la hausse et à la baisse les prix proposés au lancement en fonction du rythme de la commercialisation.

Le Mandataire s'interdit de promettre aux acquéreurs des avantages extérieurs à la transaction elle-même, seul le Mandant étant habilité à les consentir le cas échéant.

ARTICLE III – SEQUESTRE

Le MANDATAIRE n'est pas habilité à percevoir, verser ou remettre des sommes d'argent, biens, effets ou valeurs.

Toutefois, afin d'assurer la bonne exécution du CONTRAT, le réservataire devra verser, au moment de la conclusion de tout contrat préliminaire, à titre de dépôt de garantie une somme représentant au plus le pourcentage du prix de vente prévisionnel en fonction du délai de réalisation de la vente, tel que prévu à l'article R261-28 du Code de la Construction et de l'Habitation, faute de quoi la réservation serait sans effet.

Ce dépôt de garantie sera versé entre les mains du séquestre garanti financièrement à cet effet, à savoir : le notaire du MANDANT, l'étude Cheuvreux Notaires.

Ce versement doit s'effectuer conformément aux dispositions des articles L271-1 et L271-2 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Etant précisé que cette somme :

- a) s'imputera sur la fraction exigible du prix de la vente, si celle-ci se réalise, à la date de signature de l'acte authentique de vente,
- b) sera restituée par le séquestre, sans indemnité de part et d'autre, au réservataire dans les trois mois de sa demande dans les cas prévus à l'article R261-31 du Code de la Construction et de l'Habitation,
- c) sera, intégralement et immédiatement restituée par le séquestre, sans indemnité de part et d'autre, au réservataire qui n'a pas obtenu son prêt,
- d) sera acquise au réservant, qui ne pourra pas demander une quelconque autre indemnité, et qui retrouvera sa pleine et entière liberté, si le réservataire ne signe pas l'acte de vente pour une raison autre que celles indiquées au b) et c) du présent paragraphe

Si le réservataire use de son droit de rétractation tel que défini par la loi, le dépôt de garantie, effectué au jour de la signature du contrat de réservation, lui sera restitué par le séquestre.

Article IV : OBLIGATIONS DU MANDANT

Le Mandant s'engage à coopérer activement avec Le Mandataire de manière à assurer une réalisation de la prestation dans des conditions normales, en particulier en communiquant toutes les informations et documents pertinents, complets et sans ambiguïté jugés nécessaires à la prestation.

Le Mandant informera Le Mandataire dans les plus brefs délais de toute modification qui serait de nature à peser sur la bonne exécution du mandat, notamment les modifications :

- nécessitant des adaptations importantes des modalités d'exécution ;
- rendant impossible la réalisation par Le Mandataire de ses obligations contractuelles dans les délais impartis.

Article V : OBLIGATIONS DU MANDATAIRE

Le Mandataire s'engage à fournir une prestation conforme aux besoins exprimés par Le Mandant. Il s'engage d'autre part à respecter les normes applicables et les règles en vigueur.

Par ailleurs, Le Mandataire a, d'une façon générale, un devoir de conseil auprès du Mandant soit sous forme d'alerte, soit par de simples informations. Il s'engage également à aviser Le Mandant de toute difficulté de réalisation des prestations et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que l'exécution du contrat ne soit pas compromise.

En particulier, Le Mandataire s'engage à :

- exécuter en sa qualité de professionnel et au mieux de ses compétences les prestations objet du contrat ;
- travailler en coordination avec les services concernés du Mandant ;
- en cas de défaillance, assurer le remplacement des responsables et des personnels désignés pour réaliser les prestations par des collaborateurs de qualification et d'expérience équivalentes après accord du Mandant ;
- assurer la direction, le contrôle et la coordination des opérations nécessaires à la réalisation des prestations objet du contrat ;

- s'engager à ne jamais communiquer à un tiers extérieur les informations et données transmises par le Mandant ou collectées auprès des acquéreurs, à l'exception de l'information sollicitée par la Ville ou Plaine Commune ;
- Ne pas demander ni recevoir, directement ou indirectement, des commissions ou des rémunérations, à l'occasion de cette opération d'une personne autre que celle mentionnée comme en ayant la charge dans le mandat et dans l'engagement des parties.

ARTICLE VI - CONDITIONS PARTICULIERES

1) CONDITIONS DES VENTES

Les ventes seront conclues aux conditions figurant dans les modèles types de contrat de réservation et de vente et aux prix validés par le Mandant figurant dans la grille des prix ci-annexée.

Les conditions d'éligibilité pour l'accession avec le bénéfice du taux réduit de TVA sont celles mentionnées à l'article 278 sexies I-7 et III-2 du Code général des impôts.

Afin de vérifier l'éligibilité des acquéreurs ou prospects au taux réduit de TVA lors de l'acquisition des logements, le Mandataire doit remplir la fiche prospect ci annexée sur la base des pièces justificatives qui lui sont fournies par l'acquéreur ou prospect.

2) DEVOIR D'INFORMATION

Dans le cadre du contrat de réservation, le Mandataire doit informer les acquéreurs ou prospects de la clause anti spéculative qui sera inscrite sur le contrat préliminaire de vente ainsi que sur l'acte de vente.

Le prix de vente des logements minoré par rapport aux prix du marché tient compte du prix d'acquisition du terrain inférieur à sa valeur marché afin que les logements soient commercialisés à un prix de vente accessible à des ménages ayant un revenu s'inscrivant dans les plafonds de ressources équivalents à ceux du PLS+11%. A cet effet, les Parties annexent au présent mandat, le barème TVA (**Annexe 07 : barème TVA**) plafond ressources et de prix de vente ouvrant droit au bénéfice du taux réduit de TVA (arrêté du 18 janvier 2019) et toute mise à jour éventuelle de celui-ci avant la fin de mandat.

En conséquence, et afin d'éviter toute spéculation sur les logements ainsi aidés, les futurs acquéreurs sont informés que les conditions de ventes ci-après leur seront opposables :

- En cas de revente du bien ou du contrat de VEFA avant la livraison du logement la recherche de candidats et la commercialisation est assurée par le Mandataire,
- En cas revente avant la fin du délai des 5 ans le candidat devenu propriétaire devra reverser les montants prévus au contrat de réservation et de VEFA.

ARTICLE VII : REMUNERATION ET FACTURATION

Le Mandataire percevra pour chaque lot vendu une rémunération HT se décomposant comme suit, à la charge exclusive du Mandant :

1. Rémunération versée à la signature de l'acte authentique de vente

- **% HT** du chiffre d'affaires tel qu'il résultera du prix **HT** indiqué dans les actes de vente, hors frais d'actes et de notaire.

Ce taux est non révisable.

Le Mandataire s'oblige à communiquer au Mandant dans un délai d'un mois suivant la signature de chaque acte authentique de vente, une attestation établie par le notaire ayant procédé à la régularisation de l'acte authentique de vente reprenant le prix de vente Hors-Taxes et TTC du bien concerné.

Le paiement intégral interviendra, au moyen d'un virement bancaire, dans un délai maximal de quarante-cinq jours suivant la réception par le Mandant d'une facture d'honoraires et de l'attestation de vente du notaire.

A cet effet, pour être recevable, la facture devra à minima comporter les informations suivantes :

- nom et adresse de l'Association Foncière Logement ;
- n° du compte bancaire ou postal à créditer ;
- n° du contrat ;
- prestation exécutée ;
- montant HT de la prestation exécutée ;
- taux et montant de la TVA.

Toute facture non conforme sera retournée sans qu'il puisse en résulter un quelconque retard de règlement imputable à l'Association Foncière Logement.

Les factures sont transmises à l'adresse suivante : (Préciser SCI FONCIERE CV RU 2015 – Comptabilité fournisseurs) Grant Thornton 29 rue du Pont 92200 Neuilly-sur-Seine.

2. Remboursement des frais de communication et actions marketing

Il est également précisé que l'ensemble des frais de communication et actions marketing sont pris à la charge du Mandataire.

Au titre des actions de marketing et de publicité, les Parties conviennent que le Commercialisateur avancera les frais sur la base des devis validés préalablement au lancement de la campagne de communication par le Mandant. Il se fera rembourser au réel sur la base d'une facture récapitulative globale accompagnée des factures des fournisseurs acquittées correspondant aux devis validés en amont par le Mandant.

Le remboursement se fera dans un délai de quarante-cinq jours suivant la réception par le Mandant d'une facture répondant au format précité, accompagnée des justificatifs.

ARTICLE VIII : ACTES AUTHENTIQUES - SEQUESTRES

Le Notaire du Mandant est l'Etude Cheuvreux, sise à Paris (8^{ème}) 55, Boulevard Haussmann.

Toute correspondance destinée au Notaire dans le cadre du présent Mandant sera adressée à l'attention de « **l'Equipe dédiée Foncière Logement** ».

En vue de garantir la bonne exécution des présentes, l'acquéreur devra à l'appui de tout contrat de réservation, effectuer un versement d'un montant de **1500 €** à l'ordre de l'étude Cheuvreux, qui en sera constitué séquestre. Ce versement s'imputera sur le prix de la vente, si elle se réalise.

ARTICLE IX : FRAIS ET CHARGES DIVERS

Le Mandataire prendra en charge intégralement à son compte les frais entraînés par la mise à disposition du personnel nécessaire à la réalisation et à la prospection de la clientèle, à l'information de celle-ci, aux démarches administratives et s'engage à soumettre préalablement au Mandant pour validation, toute action pour parvenir à la vente qui ne serait pas prise en charge par le Mandataire (frais de communication et actions marketing).

ARTICLE X : DUREE ET RENOUVELLEMENT DU MANDAT

Conformément aux dispositions de l'article 72 du décret du 20 juillet 1972, le présent Mandat est inscrit au registre de mandats détenu par le Mandataire.

Le présent mandat prendra effet à la date de signature des présentes pour une **durée d'1(un) an.**

Celui-ci est **renouvelable 2 fois** par tacite reconduction, par période de **6 mois**, et pour une durée maximale de **12 mois**, soit jusqu'au **XX/XX/XXXX**.

Le renouvellement du mandat interviendra aux conditions du Mandat initial à l'exception toutefois de la clause d'exclusivité.

Article XI : FIN DU MANDAT

Le présent mandat pourra prendre fin :

- Par l'arrivée du terme, soit au plus tard le **XX/XX/XXXX**.
- En raison de son exécution totale,
- Par la renonciation du Mandataire dans les conditions énoncées ci-après,
- Par la révocation prononcée par le Mandant, passé un délai de 3 mois à compter de la signature, en vertu du droit qu'il tient de l'article 2004 du Code Civil.

La renonciation ou la révocation devront être signifiées à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 3 mois.

Pour permettre au Mandataire de satisfaire aux obligations afférentes au délai de conservation des mandats, en application de l'article 86 du décret du 20 juillet 1972, les parties conviennent que, par dérogation aux dispositions de l'article 2004 du Code Civil, le Mandataire conservera, dans tous les cas, son exemplaire du mandat.

ARTICLE XII : RESILIATION ANTICIPEE

1) Résiliation sans préavis

Le Mandataire s'engage à transmettre au Mandant, la copie de sa carte professionnelle « Transactions » ainsi que les justificatifs d'assurances et de respect de ses obligations fiscales et sociales.

Le mandat pourra être résilié de plein droit, et sans préavis, dans les hypothèses suivantes :

- si le MANDATAIRE cessait d'être titulaire de la carte professionnelle « Transaction »,
- si le MANDATAIRE cessait de bénéficier des garanties financières réglementaires,

- si le MANDATAIRE cessait de bénéficier d'un contrat d'assurance RCP,
- si le MANDATAIRE venait à être mis en règlement judiciaire ou liquidation de biens.

La présente résiliation se fera sans aucune indemnité d'aucune sorte en faveur du MANDATAIRE, le MANDANT se réservant la possibilité d'exercer les actions en dommages et intérêts pour compenser le ou les préjudices subis du fait du MANDATAIRE.

2) Résiliation avec préavis

Le mandat pourra être résilié, après un délai d'un mois suivant une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, par l'une ou l'autre des parties en cas de non-exécution par l'autre partie de l'une quelconque des obligations mises à sa charge.

Cette résiliation se fera sans aucune indemnité d'aucune sorte ; néanmoins, la partie défaillante pourra être tenue à supporter les dommages et intérêts compensant le ou les préjudices qu'elle aura fait subir à l'autre partie.

Le Mandataire devra finaliser les dossiers en cours, dont la promesse de vente aura été signée préalablement à la réception du courrier de résiliation, de manière à finaliser sa prestation en conformité avec ses engagements.

Article XIII : RESTITUTION DES DOCUMENTS

En fin de contrat ou en cas de rupture de contrat, notamment en phase de commercialisation, le MANDATAIRE s'engage à restituer au MANDANT l'intégralité des documents et archives à sa disposition et notamment tous les dossiers accédants constitués dans un délai de 15 jours maximum après notification de la rupture du contrat.

Article XIV : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les conditions dans lesquelles le Mandataire, agissant en qualité de sous-traitant, s'engage à effectuer pour le compte du Mandant agissant en qualité de responsable du traitement, les opérations de traitement de Données Personnelles sont définies à l'annexe 08 (**Annexe 08 : Protection des données à caractère personnel**).

Article XV : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour les litiges pouvant survenir dans l'interprétation ou l'application des clauses du présent mandat, les parties s'engagent à tenter de régler leur différend à l'amiable avant tout recours à la juridiction compétente.

En cas d'échec, tout litige concernant l'interprétation ou l'exécution du présent mandat relèvera de la compétence du Tribunal compétent du lieu du siège social du MANDANT.

Article XVI : ELECTION DE DOMICILE

Les parties soussignées élisent respectivement domicile aux adresses reproduites en tête du présent mandat.

Fait à **PARIS**, le **XX/XX/202X**,

En deux originaux dont l'un a été remis au Mandant qui le reconnaît.

Lu et Approuvé - Bon pour Mandat

Lu et Approuvé - Mandat Accepté

ANNEXES :

- Annexe 01 : Charte de déontologie de Foncière Logement.
- Annexe 02 : Tableau des surfaces des lots
- Annexe 02 Bis : Tableau de concordance des lots entre les n° commerciaux et les n° RCP
- Annexe 03 : Plans de vente des biens
- Annexe 04 : Fiche prospect
- Annexe 05 : Matrice du contrat de réservation
- Annexe 06 : Grille de prix de vente
- Annexe 07 : Barème TVA- plafond ressources et de prix de vente ouvrant droit au bénéfice du taux réduit (arrêté du 18 janvier 2019)
- Annexe 08 : Protection des données à caractère personnel
- Annexe 09 : Carte professionnelle du Mandataire
- Annexe 10 : Attestation d'assurance Responsabilité civile professionnelle